



**OGEC CLAUDE DAUNOT – SAINT LEON IX**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

Siège associatif : 32 Avenue Foch

54000 NANCY

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Sur les comptes annuels arrêtés au 31 août 2025**

Assemblée Générale du 10/02/2026

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31/08/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

**Je certifie que les comptes annuels, au regard des règles et principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.**

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Principes et méthodes comptables, changement de méthodes :**

L'annexe expose les reclassements au sein des produits d'exploitation, qui concernent les ventes de prestations de services, les concours publics et les subventions d'exploitation en application du règlement ANC N°2022-02 du 11 mars 2022.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des reclassements effectués et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et je me suis assuré de leur correcte application.

#### **Estimations comptables :**

J'ai procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe concernant les estimations comptables, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux sociétaires**

J'ai également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.





### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

*Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :*


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une*



*incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Battigny, le 24 janvier 2026

  
**Jean-Christophe AUBERT**  
*Commissaire aux Comptes*



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2025			31/08/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Cessions brevets droits similaires	13 834	13 834		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	8 255 381	6 217 046	2 038 336	2 236 696
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 069 703	1 665 392	404 311	297 545
	Autres immobilisations corporelles	2 355 533	1 500 647	854 886	819 246
	Immobilisations corporelles en cours	237 548		237 548	81 401
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	18 351		18 351	18 351
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>12 950 350</b>	<b>9 396 918</b>	<b>3 553 431</b>	<b>3 453 239</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	216 127	39 845	176 281	176 226
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	132 783		132 783	455 951
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	11 408		11 408	11 408
	<b>DISPONIBILITES</b>	3 718 975		3 718 975	3 012 946
	Charges constatées d'avance	76 525		76 525	315 963
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 155 818</b>	<b>39 845</b>	<b>4 115 973</b>	<b>3 972 494</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>17 106 167</b>	<b>9 436 763</b>	<b>7 669 404</b>	<b>7 425 732</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				3 103	1 534
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/08/2025	31/08/2024
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	4 753 563	4 355 924
	Fonds propres complémentaires	17 887	17 887
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	100 000	100 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>306 258</b>	<b>397 638</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>5 177 707</b>	<b>4 871 449</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	624 976	740 699
	Provisions réglementées		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>5 802 683</b>	<b>5 612 148</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	94 622	91 672
	<b>Total des provisions</b>	<b>94 622</b>	<b>91 672</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	386 957	443 437
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	134 117	114 772
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	342 001	441 316
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	110 908	166 245
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	282 032	105 296
	Autres dettes	133 911	166 165
	Produits constatés d'avance	382 174	284 680
	<b>Total des dettes</b>	<b>1 772 100</b>	<b>1 721 912</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>7 669 404</b>	<b>7 425 732</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		306 257,77	397 638,20
(1) Dont à moins d'un an		1 312 203	1 222 224
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		2 041	284



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2025

31/08/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	28 102	26 742
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 250 981	3 202 244
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 779 531	1 767 975
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	28 291	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 725	15 794
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	58 386	52 186
Total des produits d'exploitation		5 156 017	5 064 941
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	23 881	20 017
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 385 087	2 227 914
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	172 332	125 746
	Salaires et traitements	1 343 877	1 348 944
	Charges sociales	530 709	514 610
	Dotation aux amortissements et dépréciations	544 601	590 097
	Dotation aux provisions	2 950	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	59 608	25 840
Total des charges d'exploitation		5 008 045	4 853 167
RESULTAT D'EXPLOITATION		147 972	211 774

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2025

31/08/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		147 972	211 774
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	44 828	32 378
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>44 828</b>	<b>32 378</b>
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 560	7 588
	<b>Total des charges financières</b>	<b>6 560</b>	<b>7 588</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>38 268</b>	<b>24 790</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>186 239</b>	<b>236 564</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	131 135	169 845
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>131 135</b>	<b>169 845</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	964	1 549
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>964</b>	<b>1 549</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>130 171</b>	<b>168 296</b>
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		10 153	7 222
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>5 331 980</b>	<b>5 267 165</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>5 025 722</b>	<b>4 869 527</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>306 258</b>	<b>397 638</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		11 084	
<b>TOTAL</b>		<b>11 084</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		11 084	
<b>TOTAL</b>		<b>11 084</b>	



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## PREAMBULE

L'OGEC CLAUDE DAUNOT- ST LEON IX est situé 32 avenue Foch 54000 à NANCY. Il résulte de la fusion entre l'OGEC Ensemble scolaire Saint Léon IX et l'OGEC de l'Alliance en date du 31 août 2019

L'OGEC a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'enseignement catholique en France, des décisions du comité national de l'enseignement catholique, des accords en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Le périmètre d'activité de l'OGEC recouvre la gestion d'une maternelle, d'une école primaire, d'un collège, d'un lycée d'enseignement général, d'un lycée technique, d'un lycée professionnel et d'un centre de formation. L'activité s'étend également à la restauration au profit des élèves ainsi qu'aux activités périscolaires nécessaires à l'activité principale d'enseignement et à la pastorale. L'activité se déroule sur deux sites séparés (32 avenue foch et 10 BD Clémenceau) sur la commune de NANCY

L'OGEC met en oeuvre d'importants moyens matériels et humains et loue des locaux immobiliers d'une surface significative et adaptés à son activité à plusieurs propriétaires différents

Outre les 140 enseignants mis à disposition par l'Etat, l'OGEC emploie environ 66 personnes physiques ce qui représente un effectif moyen de 43,78 ETP (équivalent temps plein) dont 1,8 apprentis

Locaux scolaires :

Adresse	Mode d'occupation	nom du propriétaire
20 (bât.St Jean) et 28 rue St Léon (bât.primaire) et 34 av.Foch (bât. Foch)	Bail commercial du 01/09/2021 au 31/08/2030	SOCILEON
32 av.Foch et 34bis rue St Léon (Bât. cantine)	Bail emphytéotique du 01/09/2003 au 31/08/2033 (30 ans)	SOCILEON
30 rue St Léon (bât.petit Léon)	Bail professionnel du 01/01/2017 au 31/12/2047 (30 ans)	Monsieur JP MARANGE
32 avenue Foch (bât.A)	Bail commercial du 01/09/2014 au 31/08/2023	Fonds de dotation PATRIMOINE ET ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
85 av.Général LECLERC	Mise à disposition gratuite pour l'instant. Sera libéré en N+1	Fonds de dotation PATRIMOINE ET ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
10 BD Clémenceau	Mise à disposition gratuite pour l'instant. Situation en attente de clarification	Fonds de dotation PATRIMOINE ET ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
37 rue Raymond Poincaré	Prochainement	Fonds de dotation PATRIMOINE ET ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'extension des locaux du site St Léon a commencé mais elle n'impacte peu ces comptes : les premières dépenses sont comptabilisées en immobilisations en cours pour 191 130 euros

Ces travaux seront financés par un emprunt de 2 400 000€ souscrit le 15/07/2025 aux caractéristiques suivantes :

- taux : 3%
- durée : 180 mois après la période d'utilisation progressive de 24 mois maximum
- pas de garantie

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Transfert de l'activité "apprentissage" au profit de l'association CAMPUS DES METIERS SAINT NICOLAS pour mutualiser et améliorer l'offre d'enseignement par apprentissage selon la volonté de la tutelle épiscopale.

Transformation du CFA Claude DAUNOT -St LEON IX en UFA



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 669 404 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 331 980 euros** et un total **charges** de **5 025 722 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **306 258 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/09/2024** et finit le **31/08/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

- Règlement ANC n°2018-06 du 05/12/2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et recueil des normes comptables françaises pour les entités du secteur non lucratif (version en vigueur au 02 janvier 2023)

- Règlement ANC n°2014-03 du 05/06/2014 modifié relatif au plan comptable général (version en vigueur au 1er janvier 2023)

## Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus. Les frais d'acquisition des immobilisations, à savoir les droits de mutation, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont inscrits directement en charges.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composant.

## Amortissements et dépréciation de l'actif

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre. Pour l'ensemble des actifs, il est recherché à la clôture de chaque exercice s'il existe des indices externes ou internes de perte de valeur.

Immobilisation ou composant	Durée
Logiciels	1 à 3 ans
Agencements, aménagements des terrains	6 à 20 ans
Constructions	10 à 50 ans
Agencements des constructions	8 à 15 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans
Mobilier scolaire	5 à 10 ans
Mobilier de cantine	5 à 10 ans
Matériels et équipements pédagogiques	5 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une reprise progressive dans le compte de résultat en produits exceptionnels.

Un tableau de variation des subventions d'investissement est joint

## Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément de patrimoine a une valeur négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les IFC concernant le personnel OGE C sont provisionnées au bilan (voir ci-après)

## Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ en retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas d'indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 94 622 euros.

Les calculs retenus pour leur évaluation sont basés sur

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode prospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel 2%
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1,1%
- le taux d'actualisation retenu : 3,5%
- le taux moyen des charges sociales : 37,21%



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Autres informations

### Engagements et sûretés réelles consentis

A notre connaissance, l'association n'a pas donné de cautions, avals ou garanties quelconques

### Rémunération des cadres dirigeants

Cette information est à donner par les associations à engagement éducatif dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et percevant une ou plusieurs subventions d'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

### Valorisation du bénévolat

Une quantification des heures passées par les bénévoles en soutien à l'accompagnement des élèves a été réalisée : 17 bénévoles ont été recensés pour un total de 933 heures. Le SMIC horaire en vigueur au 01/01/2025 a été retenu pour valoriser ces heures,

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	13 834					13 834
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 834					13 834
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	5 254 961		82 711		28 149	5 309 523
	instal. agencet aménagement	3 123 492				177 634	2 945 858
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 975 448		259 608		165 353	2 069 703
	Instal., agencement, aménagement divers	2 029 488		80 305			2 109 793
	Matériel de transport	17 410				1 202	16 209
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	185 109		59 903		15 482	229 530
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	81 401		237 548	61 772	19 629	237 548
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 667 309		720 076	61 772	407 448	12 918 164
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	18 351					18 351
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	18 351					18 351
TOTAL		12 699 494		720 076	61 772	407 448	12 950 350



## Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2025
		Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	13 834			13 834
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>13 834</b>			<b>13 834</b>
<b>CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui	3 559 121	188 074	28 149	3 719 046
instal. agencement aménagement	2 582 636	92 998	177 634	2 498 000
Instal technique, matériel outillage industriels	1 677 903	152 841	165 353	1 665 392
Autres instal., agencement, aménagement divers	1 252 138	85 844		1 337 982
Matériel de transport	17 410		1 202	16 209
Matériel de bureau, mobilier	143 213	17 761	14 518	146 456
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>9 232 421</b>	<b>537 519</b>	<b>386 855</b>	<b>9 383 084</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 246 255</b>	<b>537 519</b>	<b>386 855</b>	<b>9 396 918</b>

## Variation des subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Montant au 31/08/2024	Augmentations	Reprises	Diminutions (restitutions)	Montant au 31/08/2025
St Léon-GRAND EST	149 545,55	0	61 373,45		88 172,10
St Léon-DEPARTEMENT	160 691,46	0	0		160 691,46
Daunot-GRAND EST	1 860 616,61	11 638,05	617 896,00	2128,00	1 252 230,66
TOTAL	2 170 853,62	11 638,05	679 269,45	2 128,00	1 501 094,22

Reprises	Montant au 31/08/2024	Montant amorti	Subventions échues	Solde au 31/08/2025
St Léon-GRAND EST	115 005,92	12 507,23	61 373,45	66 139,70
St Léon-DEPARTEMENT	72 281,85	16 069,15	0	88 351,00
Daunot-GRAND EST	1 242 866,80	96 657,03	617 896,00	721 627,83
TOTAL	1 430 154,57	125 233,41	679 269,45	876 118,53



# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2025
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux usagers				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		91 672	2 950		94 622
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes usagers (familles, élèves)				
	Autres	34 681	7 082	1 918	39 845
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	34 681	7 082	1 918	39 845
TOTAL GENERAL		126 353	10 032	1 918	134 467
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			10 032	1 918	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds propres</b>				
- Valeur du patrimoine intégré	4 355 924	397 638		4 753 563
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	17 887			17 887
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	397 638		397 638	
<b>Autres fonds associatifs</b>				
- Apports avec droit de reprise	100 000			100 000
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement	2 170 854	11 638	681 397	1 501 094
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement	(1 430 155)	(125 233)	(679 269)	(876 119)
Droits des propriétaires				
<b>TOTAL</b>	<b>5 612 148</b>	<b>284 043</b>	<b>399 766</b>	<b>5 496 425</b>



Concours publics et subventions

31/08/2025

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		684 098	1 066 194			1 750 292
Subventions d'exploitation		108 2	18 605		10 527	29 239
Subventions d'investissement			11 638			11 638
TOTAL		684 206	1 096 437		10 527	1 791 170

1 791 169

## Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
ETAT, forfaits externat	676 767		
REGION, forfaits d'externat	499 541		
DEPARTEMENT, forfaits d'externat	412 195		
VILLE DE NANCY, forfait communal	154 456		
REGION, sobriété énergétique		18 605	
SOLTEA solde taxe apprentissage		10 527	
ETAT ASP aide apprentissage	5 500		
ACADEMIE DE NANCY METZ	48	108	
ETAT, subv sécurité routière	1 784		
REGION-subv invest.matériel DAUNOT			11 638
<b>Totalisation</b>	<b>1 750 292</b>	<b>29 239</b>	<b>11 638</b>



## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/08/2025	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	18 351	3 103	15 248
Créances usagers (familles, élèves)	216 127	216 127	
Personnel et organismes sociaux	867	867	
Etat et autres collectivités publiques	71 735	71 735	
Confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés			
Autres créances	60 181	60 181	
Charges constatées d'avances	76 525	76 525	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>443 786</b>	<b>428 539</b>	<b>15 248</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés			

	31/08/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 041	2 041		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	384 916	59 136	245 820	79 960
Emprunts et dettes financières divers				
Familles ou élèves avances reçues	20 932	20 932		
Dettes fournisseurs	342 001	342 001		
Dettes sociales	84 906	84 906		
Etat et autres collectivités publiques	26 002	26 002		
Dettes sur immobilisations	282 032	282 032		
Confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés				
Autres dettes	112 979	112 979		
Produits constatés d'avance	382 174	382 174		
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 637 983</b>	<b>1 312 203</b>	<b>245 820</b>	<b>79 960</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	58 237			
Emprunts auprès des confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés				

## Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/08/2025
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>131 135</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>		<b>131 135</b>
PROD. CESSION IMMOBILISATIONS	5 902	
AMT SUBV INV REGION SAINT LEON	12 507	
AMT SUBV INV REGION DAUNOT	96 657	
AMT SUBV INV DEPS4 SAINT LEON	16 069	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>964</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opération en capital</b>		<b>964</b>
VNC IMMOBILISATIONS CORPORELLE	964	
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>130 171</b>



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/08/2025
Total des Produits à recevoir		124 905
Autres créances clients		4 596
CLIENTS FACT A ETABLIR	4 596	
Autres créances		120 309
RABAIS, REMISES, RISTOURNES AV	30 604	
REGION	1 325	
COMMUNES	43 776	
VIR SOLTEA - TAXE D APPRENTISS	8 599	
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	18 035	
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	17 970	

## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/08/2025

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>122 361</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> <i>FOURNISSEURS, FACTURES NON PARVENUES</i>	95 330	<b>95 330</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b> <i>DETTE PROVISIONNEES POUR CP</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR CP A PAYER</i> <i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	3 720 871 21 960	<b>26 551</b>
<b>Autres dettes</b> <i>RABAIS, REMISES, RISTOURNES A</i>	480	<b>480</b>



Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/08/2025	31/08/2024	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	76 525	315 963	(239 438)	-75,78
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	76 525	315 963	(239 438)	-75,78

--

Produits constatés d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/08/2025	31/08/2024	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	382 174	284 680	97 494	34,25
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	382 174	284 680	97 494	34,25

--





**OGEC CLAUDE DAUNOT – SAINT LEON IX**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

Siège associatif : 32 Avenue Foch

54000 NANCY

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Sur les conventions réglementées**

Assemblée Générale du 10/02/2026

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, je dois vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont j'ai été avisé. Il n'entre pas dans ma mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention visée à l'article 612-5 du code de commerce.

Battigny, le 24 janvier 2026

**Jean-Christophe AUBERT**  
Commissaire aux Comptes